

Passons ensuite aux questions qui provoquent le plus de frustrations et évoquons la plus épineuse, celle du contrôle des armements et du désarmement : il faut alors mentionner le premier comité des Nations unies qui, année après année, dans un processus que certains qualifient d'asphyxiant mais que je considère plutôt entraînant et affranchissant, étudie des résolutions sur l'interdiction des essais nucléaires, l'interdiction des armes chimiques, le traité de non prolifération des armes nucléaires, le gel nucléaire, l'hiver nucléaire, le contrôle des matières fissibles, la réduction des armements conventionnels — résolutions qui, toutes, sont proposées avec ferveur et passion. Selon les critiques, ces efforts n'aboutissent à rien. Les résolutions se succèdent pour être rejetées par l'une ou l'autre des grandes puissances. Or, cette façon de voir les choses est superficielle et biaisée car, que ce soit à la réunion du comité, en automne, ou à la Conférence du désarmement à Genève ou, encore, à la Commission du désarmement des Nations unies, en mai, à New York, les grandes puissances sont obligées de réagir. Elles doivent voter, elles doivent prendre position, elles doivent s'exprimer face à chacune de ces résolutions. Elles n'ont pas le choix et c'est en soi très important, quoiqu'on n'en convienne pas nécessairement, puisque cela contribue à la survivance d'une attitude raisonnable dans un monde de plus en plus orienté vers la démence. Il faudrait donc louer la valeur de ces efforts, même si nous savons que les décisions finiront par se prendre à Genève.

J'aimerais aussi attirer à nouveau votre attention sur le rôle du secrétaire général en vous rappelant les propos d'Edward Luck qui a dit qu'il s'agissait d'un nouveau genre de secrétaire général, d'un homme qui redéfinit les fonctions de son office dans le monde contemporain. Je crois que nous n'avons pas connu son semblable depuis Dag Hammarskjöld et qu'il est primordial de s'en rendre compte.

Au début de mars, j'ai eu le plaisir d'accompagner Perez de Cuellar à l'occasion d'une visite officielle de trois jours au Canada. Il m'a impressionné par la force de ses interventions, en tête à tête ou en groupe. Je l'ai vu converser avec le premier ministre du Canada, avec le ministre des Affaires extérieures et avec plusieurs hauts fonctionnaires. Chaque fois, il soutenait son point de vue sans relâche, avec une conviction inébranlable et efficace.

Ce que Perez de Cuellar a apporté aux Nations unies, c'est un équilibre entre une diplomatie interventionniste d'une part, et préventive d'autre part; il leur a redonné une nouvelle raison d'être. Évidemment, comme partout, il y a des échecs parfois, mais lorsque Perez va en Asie du Sud-Est pour s'occuper du Kampuchea, lorsqu'il traite de l'Afghanistan avec le Pakistan et l'Union soviétique, lorsqu'il va de l'Iran à l'Iraq, lorsqu'il se rend à Chypre pour négocier avec les parties en cause dans la question de Chypre, lorsqu'il se dévoue entièrement au processus de Contadora en Amérique centrale, c'est alors qu'il donne plein effet à l'article 99 de la Charte des Nations unies pour ramener l'harmonie dans le monde.

Comme disait le gouverneur Cuomo cet après-midi, le monde négocie encore, essaie encore d'en arriver à une solution. C'est exactement où veut en venir Perez de Cuellar dans ses voyages autour du monde et il est loin de perdre son temps. Son passage peut suspendre le bombardement des civils au cours d'une guerre comme celle que se livrent l'Iran et l'Iraq; peut-être même pourrait-il amener, dans un an ou deux, une réconciliation dans un endroit comme Chypre, ce qui serait un grand succès pour les Nations unies. Ce processus permet de rétablir les négociations entre les parties et même d'éviter que de simples désaccords ne dégénèrent en conflits.